

# SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 FEVRIER 2025

## PROCÈS VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Convoqué le 27 janvier 2025, le conseil municipal de la commune de Châteaugay s'est réuni le 3 février 2025 à 20h00 à la Mairie.

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de cette séance, le conseil municipal a été de nouveau convoqué le 3 février 2025 pour se réunir en session ordinaire à la Mairie de Châteaugay le 7 février 2025.

Le conseil municipal peut délibérer valablement à cette occasion sans condition de quorum.

Présents : Mmes et MM R. DARTEYRE, A. LEVET, C. PRIVAT, C. DE FARIA, C. Malfreyt, JM. CLEMENT, R. LAMBERT, A. SOLVIGNON, JM DAVID, I. JEANPETIT, F. VERGER, H. SANTIANO, A. SZARAZ.

Procurations : A. CHARLAT pouvoir à C. PRIVAT, C. BOSCO pouvoir à R. DARTEYRE, D. CROZATIER pouvoir à A. SOLVIGNON, N. BOSCO pouvoir à A. LEVET, JP VAL pouvoir à R. LAMBERT.

Absent(e)s : P. DESOLME, S. DESBONNETS, E. PEREIRA, C. LOURENCO.

Monsieur le Maire ouvre la séance et remercie les conseillers de leur présence.

Sur proposition de M. DARTEYRE, Christine DE FARIA est nommée à l'unanimité secrétaire de séance.

Aucune observation n'étant formulée sur le compte rendu de la séance du 2 décembre 2024, il est adopté à l'unanimité.

### 2025-001 : BUDGET – AUTORISATION AU MAIRE D'ENGAGER DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Il est exposé à l'assemblée que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril de l'année d'exercice, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Cette autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits, lesquels seront inscrits au budget lors de son adoption.

Le montant des dépenses d'investissement inscrites au budget primitif 2024 est de 1 960 000 €. Il est proposé au conseil municipal d'autoriser, avant le vote du budget, les dépenses d'investissement suivantes pour un montant de 145 000 € :

**Programme 02 : opérations non affectées**

- Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées
  - Article 2041582 – Bâtiments et installations 7 000 €  
*Eclairage public – Rénovation en LED & mise en conformité,  
Remplacement projecteurs défectueux tennis*
- Chapitre 21 : Immobilisations corporelles
  - Article 2128 – Agencement et aménagement de terrains 5 000 €  
*Bornage plaine de jeux*
  - Article 21351 – Installation et agencement des bâtiments publics 20 000 €  
*Toiture salle pour tous  
Travaux divers bâtiments*
  - Article 21534 – Réseaux d'électrification 3 000 €  
*Installation vidéoprotection entrée de bourg*
  - Article 2157 – Matériel et outillages techniques 30 000 €  
*Matériel roulant, divers*
  - Article 2158 – Autre installation, matériel et outillages techniques 20 000 €  
*Installation pour bâtiments*
  - Article 218 – Autres immo corporelles 10 000 €  
*Achat mobilier et matériel informatique*

**Programme 77 : opération Maison Jay**

- Chapitre 23 : Immobilisations en cours
  - Article 2313 – Construction 40 000 €  
*Révision tarifaire marché travaux Maison Jay  
Aménagement intérieur*

**Programme 79 : opération Rénovation énergétique école mater & cantine**

- Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles
  - Article 2031 – Frais d'études 10 000 €

*Etudes rénovation énergétique école maternelle*

M. le Maire précise que ces sommes sont prévisionnelles dans l'attente du vote du budget, pour ne pas stopper les travaux.

**Délibération**

*Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire à engager les dépenses d'investissement listées ci-dessus avant le vote du budget prévisionnel 2025  
Adoptée à l'unanimité*

**2025-002 : TRAVAUX – PROJET DE RENOVATION ENERGETIQUE DE L'ECOLE  
MATERNELLE ET DE LA CANTINE - SOLLICITATION CO-FINANCEMENT**

Lors de sa séance du 23 septembre 2024, le conseil municipal a approuvé le projet de Rénovation énergétique de l'école maternelle et de la cantine.

Un marché de maîtrise d'œuvre a été conclu avec le groupement conjoint et solidaire ANDESITE ARCHITECTURE et BETEM. Le planning du phasage des études de conception

prévoyait, pour le cabinet d'architecte, une présentation de l'APD (Avant-Projet Détaillé) en janvier 2025, permettant ainsi, de constituer les dossiers de demande de subventions.

En raison de contraintes soumises aux travaux par l'ABF (Architecte des Bâtiments de France) la programmation initiale s'est vue retarder et le cabinet d'architecte n'a pas été en mesure, à la date de cette séance (le 03/02/2025), de fournir le projet détaillé chiffré permettant de soumettre au conseil municipal un plan de financement à intégrer dans le dossier de demande de subventions.

Andésite architecte propose, néanmoins, le 6 février 2025 la présentation de l'APS (Avant-projet Succinct). Sur la base de ce document, la commune est en capacité de monter le dossier de demande de subventions et de déposer, avant la date butoir du 10 février 2025, auprès des cofinanceurs.

Aussi, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter un cofinancement du projet de rénovation énergétique de l'école maternelle et de la cantine auprès de l'Etat, de la Région et du Département.

Monsieur SOLVIGNON apporte des précisions concernant les contraintes de travaux soumises par l'Architecte des Bâtiments de France. Le souhait de l'Architecte était de prime abord une isolation par l'intérieure pour ne pas modifier l'architecture extérieure du bâtiment. Ce choix a fortement compromis le projet car le chiffrage des travaux en isolation intérieure ne correspondait plus au montant estimatif de l'étude pré-opérationnelle. Un compromis a finalement été validé avec l'ABF pour une isolation extérieure qui chiffrerait le montant des travaux à un estimatif de 1 560 000 € HT.

M. le Maire ajoute que s'il avait fallu réaliser l'isolation par l'intérieur, les travaux auraient dû se faire durant les périodes scolaires. Rien que le coût de location des « Algecos » pour créer des classes temporaires extérieures se chiffrerait à 150 000 € à 180 000 €

### **Délibération**

*Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire à solliciter un cofinancement du projet de rénovation énergétique de l'école maternelle et de la cantine auprès de l'Etat, de la Région et du Département  
Adoptée à l'unanimité*

### **2025-003 : ADMINISTRATION GENERALE – REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DUPLICATA DE CLES EGAREES PAR UN UTILISATEUR**

Il est indiqué au Conseil municipal que la commune confie les clés de ses bâtiments (mairie, écoles, salles...) à un ensemble d'utilisateurs (agents communaux, instituteurs, associations...).

Un registre est tenu en Mairie listant les détenteurs, la date d'obtention et la date de restitution des clés. Cependant, certains titulaires égarent leur clé (perte, vol) et il revient à la Mairie de faire refaire une clé.

Afin d'une part, de responsabiliser l'utilisateur, et d'autre part, maîtriser le coût pour la commune du duplicata de clés, il est proposé au conseil municipal d'autoriser la commune à refacturer les frais de reproduction à l'utilisateur n'étant pas en capacité de restituer sa clé.

## Délibération

*Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise la commune à refacturer les frais de reproduction à l'utilisateur n'étant pas en capacité de restituer sa clé*  
*Adoptée à l'unanimité*

### **2025-004 : RESSOURCES HUMAINES – CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS DANS LE CADRE D'UN AVANCEMENT DE GRADE**

Il est indiqué au conseil municipal que trois agents de la commune remplissent les conditions d'ancienneté pour bénéficier d'un avancement de grade :

Grade actuel	Grade d'avancement
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe (35/35 <sup>ème</sup> )	Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe (35/35 <sup>ème</sup> )
Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe (35/35 <sup>ème</sup> )	Adjoint d'animation principal de 1 <sup>ère</sup> classe (35/35 <sup>ème</sup> )
ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) principal de 2 <sup>ème</sup> classe (35/35 <sup>ème</sup> )	ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) principal de 1 <sup>ère</sup> classe (35/35 <sup>ème</sup> )

Aussi, il est proposé au conseil municipal :

- de créer, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025, les 3 emplois permanents suivants :
  - \* 1 emploi d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet (35/35<sup>ème</sup>)
  - \* 1 emploi d'adjoint d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet (35/35<sup>ème</sup>)
  - \* 1 emploi d'ATSEM principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet (35/35<sup>ème</sup>)
- de supprimer, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025, les 3 emplois permanents suivants :
  - \* 1 emploi d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet (35/35<sup>ème</sup>)
  - \* 1 emploi d'adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet (35/35<sup>ème</sup>)
  - \* 1 emploi d'ATSEM principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet (35/35<sup>ème</sup>)

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget prévisionnel 2025.

## Délibération

*Le conseil municipal, après en avoir délibéré, valide les créations et suppressions des 3 emplois permanents tels que listés ci-dessus*  
*Adoptée à l'unanimité*

### **2025-005 : RESSOURCES HUMAINES – CREATION D'EMPLOIS PERMANENTS**

La commune recrute actuellement en contrat saisonnier 2 agents, l'un au service administratif, l'autre au service technique (restaurant scolaire et propreté des bâtiments). Ces agents donnent entière satisfaction dans leur travail.

Au regard du besoin pérenne des 2 postes, il est proposé au conseil municipal de titulariser les agents. Il convient donc de créer les emplois permanents suivants :

- 1<sup>er</sup> emploi :
  - Catégorie : C
  - Grade : Adjoint administratif
  - Temps de travail : temps complet (35/35<sup>ème</sup>)
  - Date de création : 1<sup>er</sup> mars 2025

- 2<sup>ème</sup> emploi :  
Catégorie : C  
Grade : Adjoint technique  
Temps de travail : temps non complet (28/35<sup>ème</sup>)

Il est précisé que les crédits nécessaires seront inscrits au budget prévisionnel 2025.

A la question de M. DAVID de savoir si c'est l'agent qui a souhaité le temps non complet de 28 heures hebdomadaire, M. le Maire répond non, que ce temps de travail correspond au besoin du service.

### Délibération

*Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire à engager les dépenses d'investissement listées ci-dessus avant le vote du budget prévisionnel 2025*  
*Adoptée à l'unanimité*

## **2025-006 : RESSOURCES HUMAINES – CREATION D'EMPLOIS SAISONNIERS**

Il est indiqué au conseil municipal que des emplois saisonniers en cours arrivent à échéance le 28 février 2025. Le renfort de ces emplois saisonniers permet d'assurer le bon fonctionnement des services. Il conviendrait donc de renouveler les postes par la création d'emplois saisonniers pour une période de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025 au 31 août 2025 :

- 1 emploi d'adjoint d'animation à temps non complet à 30/35<sup>ème</sup> (service périscolaire et extrascolaire),
- 1 emploi d'adjoint d'animation à temps non complet à 25/35<sup>ème</sup> (service périscolaire et extrascolaire),
- 3 emplois d'adjoint technique à temps complet 35/35<sup>ème</sup> (service technique - agents polyvalents petit entretien du bâtiment et espaces verts),
- 1 emploi d'adjoint technique à temps non complet à 8/35<sup>ème</sup> (service périscolaire - renfort pause méridienne)

Tous ces emplois seront rémunérés sur la base de l'échelle C1, échelon à déterminer selon qualification.

Les crédits nécessaires à la rémunération de ces emplois saisonniers seront inscrits au budget prévisionnel 2025.

A la question de M. SANTIANO de savoir si on peut connaître le budget consacré à ces emplois, M. Malfreyt répond qu'il n'a pas le chiffre dans l'instant mais qu'il lui sera communiqué le plus tôt possible.

A la remarque de M. DAVID sur le temps de travail de 8 heures hebdomadaire qu'il trouve court, M. le Maire lui répond que c'est un travail sur la pause méridienne (2 heures par jours sur 4 jours les lundi, mardi, jeudi et vendredi). M. le Maire ajoute que nous avons de grandes difficultés à recruter sur ces contrats.

### Délibération

*Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide de créer les postes non permanents selon les conditions détaillées ci-dessus*  
*Adoptée à l'unanimité*

**2025-007 : RESSOURCES HUMAINES - PROTECTION SOCIALE  
COMPLEMENTAIRE : MANDATEMENT DU CENTRE DE GESTION DE LA  
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PUY-DE-DOME AFIN DE LANCER  
UNE PROCEDURE DE MISE EN CONCURRENCE EN VUE DE CONCLURE UNE  
CONVENTION DE PARTICIPATION EN MATIERE DE SANTE**

L'article L 827-9 du Code général de la fonction publique prévoit que les collectivités et leurs établissements publics participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident (santé) auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent dans les conditions définies à l'article L 827-10 et/ou L 827-11 du Code général de la fonction publique

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 introduit le caractère obligatoire de cette participation pour la garantie santé au 1er janvier 2026.

Cette participation peut intervenir, au titre des contrats et règlements remplissant la condition de solidarité prévue à l'article L. 827-3, soit :

- \* au titre de contrats et règlements pour lesquels un label a été délivré dans les conditions prévues à l'article L 310-12-2 du code des assurances,
- \* soit dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation d'une durée de six ans, à adhésion facultative ou obligatoire.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire dispose que la participation mensuelle employeur pour la garantie prévoyance est fixée à minima à 50% du montant du panier de référence évalué à 30 euros.

Conformément aux dispositions de l'article L 827-7 du Code général de la fonction publique, le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme a décidé de mener, pour le compte des collectivités et établissements qui le demandent, une procédure de mise en concurrence transparente afin de choisir un organisme ou un groupement d'organismes compétent(s) au sens de l'article L 827-5 du Code général de la fonction publique et conclure avec celui-ci, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, une convention de participation portant sur la garantie santé.

La conclusion d'une telle convention de participation doit intervenir à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire prévue par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

A l'issue de cette procédure de consultation, la collectivité conserve entièrement la liberté d'adhérer ou pas à la convention de participation, en fonction des tarifs et garanties proposés. L'adhésion à un tel contrat se fera par approbation de l'assemblée délibérante et après signature d'une convention avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme. Le montant de la participation que la collectivité versera aux agents sera précisé dans la délibération et après avis du comité social territorial du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de mandater le CDG63 afin de mener pour le compte de la commune de Châteaugay la procédure de mise en concurrence nécessaire à la conclusion d'une convention de participation pour la garantie santé ;
- de s'engager à communiquer au CDG63 les caractéristiques quantitatives et qualitatives des effectifs en cause ;

- de prendre acte que la commune restera libre d'adhérer ou pas à la convention de participation pour la garantie santé proposée par le CDG63

### **Délibération**

*Le conseil municipal, après en avoir délibéré, mandate le CDG63 afin de mener pour le compte de la commune de Châteaugay la procédure de mise en concurrence nécessaire à la conclusion d'une convention de participation pour la garantie santé. Il s'engage à communiquer au CDG63 les caractéristiques quantitatives et qualitatives des effectifs en cause. Il prend acte que la commune restera libre d'adhérer ou pas à la convention de participation pour la garantie santé proposée par le CDG63.*

*Adoptée à l'unanimité*

A 20h30, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

---

### Délibérations :

2025-001 : BUDGET – Autorisation au Maire d'engager des dépenses d'investissement

2025-002 : TRAVAUX – SCOLAEE : Projet de rénovation énergétique de l'école maternelle et de la cantine - Sollicitation co-financement

2025-003 : ADMINISTRATION GENERALE - Remboursement des frais de duplicata de clés égarées par un utilisateur

2025-004 : RESSOURCES HUMAINES - Création et suppression d'emplois permanents dans le cadre d'un avancement de grade

2025-005 : RESSOURCES HUMAINES - Création d'emplois permanents

2025-006 : RESSOURCES HUMAINES - Création d'emplois saisonniers

2025-007 : RESSOURCES HUMAINES - Protection sociale complémentaire - Mandatement du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme afin de lancer une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation en matière de santé

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx


xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

### SIGNATURES

PRESIDENT	DARTEYRE René	
SECRETAIRE	DE FARIA Christine	